

L'OAS pour les Nuls

écrit par Manuel Gomez | 2 mars 2024

N° 5507 Prix : 0,25 NF Algérie, 07 030 — Maroc, 07 000 — Tunisie, 07 000 — Angleterre, 8 pence — Belgique, 3 francs — France, 1 franc — Luxembourg, 1 fr. 50 — Suisse, 2 fr. 50 — Espagne, 3 pesetas 50 — Inde, 10 pice 37, rue du Louvre. — TUB. 95-80 - GUT. 94-00

Les policiers disent : l'attentat a été monté comme une embuscade

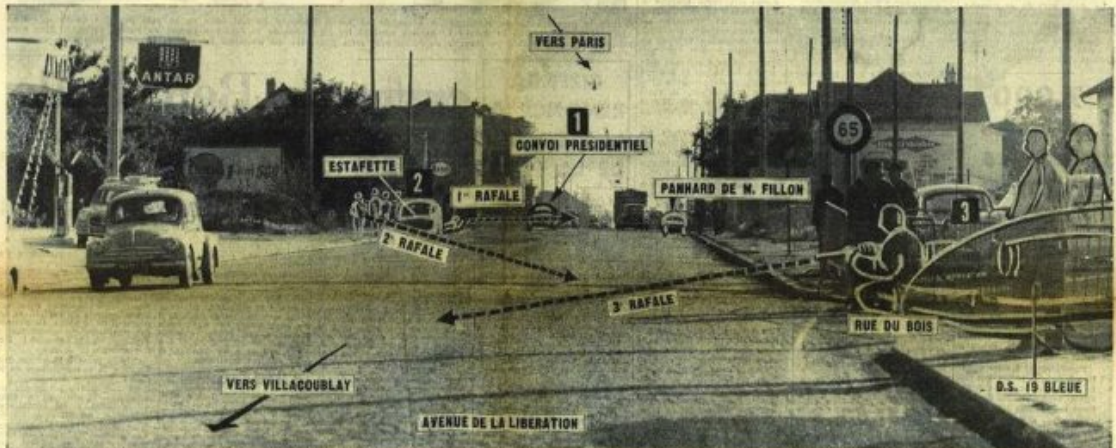
C'EST UN COUP DES MILITAIRES O. A. S.

Les tueurs étaient une dizaine Ils utilisaient 5 voitures

LES policiers de la brigade criminelle chargés d'enquêter sur l'attentat auquel a miraculeusement échappé le chef de l'Etat disent ce matin : « C'est un coup de professionnels, de militaires O.A.S. »

Il s'agit d'un attentat monté par une embuscade de la rue de la Liberté à Alger, ou d'Indochine.

QUADRILLAGE
La façon dont avançaient



Les tueurs de Petit-Closter connaissent parfaitement bien la technique de l'embuscade, familière aux commandos des guerres d'Indochine et d'Algérie. Leur attaque s'est développée en trois temps.

Les policiers disent : l'attentat a été monté comme une embuscade

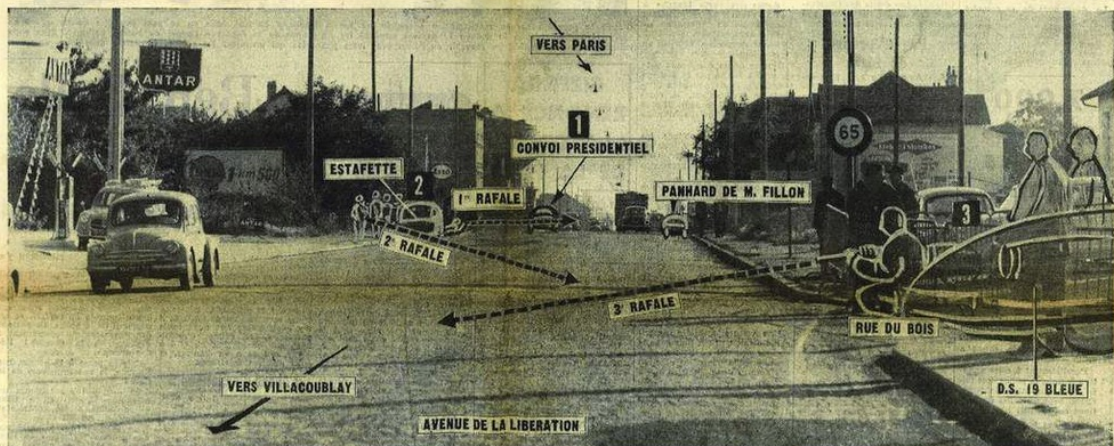
C'EST UN COUP DES MILITAIRES O. A. S.

Les tueurs étaient une dizaine Ils utilisaient 5 voitures

LES policiers de la brigade criminelle chargés d'enquêter sur l'attentat auquel a miraculeusement échappé le chef de l'Etat disent ce matin : « C'est un coup de professionnels, de militaires O. A. S. »

Le coup a été monté comme une embuscade de la sorte, à Alger ou d'Indochine.

QUADRILLAGE
La façon dont avançaient



Les tueurs du Petit-Cloamart connaissent parfaitement bien la technique de l'embuscade, familière aux commandos des guerres d'Indochine et d'Algérie. Leur attaque s'est développée en trois temps.

Il y a 63 ans, à Pâques 1961, naissait officiellement, à Madrid (Espagne) l'OAS (Organisation Armée Secrète).

Le 8 janvier 1961 la population de la France métropolitaine était convoquée devant les urnes pour voter un OUI au référendum qui proposait l'autodétermination pour le devenir de l'Algérie Française souhaité par de Gaulle.

Par 75% des votants l'autodétermination, donc l'abandon de l'Algérie par la France, était votée.

Cette autodétermination était rejetée par 72% des votants, en Algérie, mais ce résultat n'était pas pris en compte.

Interrogé en novembre 2009, lors d'un reportage du magazine « Historia », Alain Duhamel, chroniqueur à RTL et l'un de nos plus éminents journalistes politiques, répondait à la question posée : « **Quel est, selon vous, l'acte de trahison**

le plus retentissant de la Ve république ?

-Sans aucune hésitation, celui du général de Gaulle vis-à-vis des Français d'Algérie. De Gaulle est l'Algérie, c'est vraiment une trahison de nature politique. Si j'ose dire, c'est une trahison d'Etat ».

Il est certain que l'OAS n'aurait jamais vu le jour si De Gaulle avait respecté sa parole et n'avait pas trahi les Européens d'Algérie et l'armée qui défendait ces trois départements français.

Un mois plus tard, en février 1961, les généraux Jouhaux, Gardy, les colonels Godard, Gardes, le docteur Jean-Claude Pérez et Jean-Jacques Susini, lançaient l'opération OAS et les premiers messages s'affichaient sur les murs d'Alger « OAS vaincra ».

A Pâques 1961, l'OAS se constituait officiellement à Madrid, sous le commandement du général Raoul Salan, de Pierre Lagaille, du capitaine Ferrandi, de Manuel Gomez, représentant M. Georges Bidault (surveillé par la DST) et de quelques autres patriotes qui refusaient l'abandon de l'Algérie française.

L'OAS s'est organisée après l'échec du « putsch » des généraux.

Les quatre plus prestigieux généraux de l'armée française avaient pris la décision de se révolter contre le chef de l'État français qui s'était parjuré et les avait trahis.

Cette trahison mettait en danger la vie de leurs soldats, qui allaient tomber pour une politique d'abandon de l'Algérie, alors que la guerre était gagnée sur le terrain.

Dès lors certains officiers et leurs régiments prenaient la décision de se dresser contre l'État français et sa

politique incompréhensible et désastreuse.

Le général Challe, chef d'état-major de toutes les armées, refusait de dresser une partie de l'armée contre l'autre et ne souhaitait pas que les Unités Territoriales (200.000 hommes, Français d'Algérie, mobilisés et armés), qui avaient été dissoutes un an plus tôt (suite à un complot organisé de main de maître par De Gaulle, lors des « barricades de janvier 1960, à Alger) soient réarmés. Il jetait donc l'éponge et se rendait aux autorités.

De Gaulle purgeait aussitôt l'armée : 220 officiers étaient relevés de leur commandement. 114 traduits en justice. Trois régiments ayant pris une part active au « putsch » étaient dissous, (le 1er REP, les 14e et 18e RCP) ainsi que le groupement des commandos de l'air. Plus de 1000 officiers démissionnaient par hostilité à la politique du chef de l'état.

Arrêtés, les généraux Challe et Zeller étaient condamnés à 15 ans de réclusion (Ils seront par la suite amnistiés et réintégrés).

Les généraux Salan et Jouhaux disparaissaient et entraient en clandestinité.

Pendant ce temps-là, Georges Pompidou rencontrait en Suisse, sur l'ordre du chef de l'état, des représentants du FLN afin d'entamer des négociations.

Il ne restait plus qu'un seul recours, pour tenter de conserver l'Algérie à la France, contre la politique d'abandon mise en place par De Gaulle : l'OAS (Organisation Armée Secrète).

Dès lors le destin de l'Algérie Française, notre destin, était entre nos mains.

Le général Raoul Salan estimait, en son âme et conscience,

que les décisions du gouvernement français, en ce qui concernait UNIQUEMENT l'indépendance de l'Algérie étaient contraires à l'intérêt de la Nation. *(Tout comme l'avait fait en 1940 le « général » De Gaulle après la décision de signer l'armistice par le gouvernement de Philippe Pétain).*

Il estimait également que, contrairement au général De Gaulle, il y allait de son honneur, et de l'honneur de tous les officiers qui l'avaient rejoint, de respecter la parole donnée, par De Gaulle, de conserver l'Algérie à la France.

De très nombreux résistants de la grande guerre et des compagnons de la Libération rejoignaient l'OAS : **Georges Bidault** (*Président du dernier Conseil National de la Résistance (CNR), après la disparition de Jean Moulin, et qui succèdera au général Salan, dès son arrestation, à la tête de l'OAS*), **Jacques Soustelle**, homme de gauche et ex gouverneur général de l'Algérie, les colonels **Château-Jobert**, **Savelli**, **Ceccaldi**, et bien d'autres.

Le docteur **Jean-Claude Pérez** se voyait confier l'O.R.O., branche dure, avec comme adjoint le **Lieutenant Degueldre**, ancien officier du 1er REP, responsable de la formation et de la direction opérationnelle des futurs commandos deltas.

L'OAS, disait-on, et lisait-on dans les médias et la presse française de l'époque, et même de nos jours, avait mis l'Algérie à feu et à sang.

Permettez-moi de vous rappeler que l'OAS n'a existé que seize mois, de fin février 1961 à début juillet 1962, et que ceux qui ont ensanglanté l'Algérie de 1954 jusqu'à fin 62 ce sont le FLN et l'ALN, et, en mars 62, avec la complicité de l'armée française, lors du blocus de Bab-el-Oued et le massacre du 26 mars, **pas l'OAS.**

L'OAS a exécuté des individus communistes et gauchistes qui étaient les complices justement de ceux qui ensanglantaient l'Algérie, les « porteurs de valises » métropolitains qui

les finançaient, fournissaient armes, faux papiers, aide et assistance, explosifs, fabriquaient leurs bombes et organisaient des attentats aussi bien en Algérie qu'en métropole.

L'OAS a éliminé la grande majorité des « Barbouzes » recrutés par le gouvernement pour la combattre.

L'OAS a plastiqué les entreprises et les commerces de ceux qui abandonnaient leur pays en guerre pour fuir en métropole.

Lors des dernières semaines, quand tout était perdu, a pratiqué la politique de « la terre brûlée » pour répondre aux enlèvements et aux assassinats dont été victimes en masse la population de l'Algérie, par ses « nouveaux maîtres » et tenter de remplacer l'armée française qui restait « par ordre » l'arme au pied et se déshonorait, obéissant à un chef d'état et à un gouvernement d'abandon.

L'OAS n'a jamais été une organisation d'extrême droite, comme tentaient de le faire croire aux « métropolitains » la presque totalité des médias, au service du gouvernement, des communistes et des gauchistes (et n'ont jamais cessé de l'affirmer depuis).

Il suffit de rappeler que son chef, le général Salan, était plutôt étiqueté à gauche, au point même qu'un attentat avait été organisé, notamment par Michel Debré, et justement par la droite française, afin de l'éliminer physiquement car elle supposait qu'il avait été placé à ce poste de gouverneur militaire de l'Algérie dans l'objectif d'un rapprochement avec le FLN, et ce fut le commandant Rodier

qui fut tué.

Quant aux autres officiers, militaires et civils, ils n'avaient aucune autre idéologie que de servir la Patrie et défendre la présence française.

Il n'y avait au sein de l'OAS aucune agressivité contre l'ensemble des musulmans. Les ennemis à exécuter étaient les terroristes du FLN et les traîtres français qui étaient leurs complices.

90% de la population approuvait l'action de l'OAS, sans participer aux opérations armées ni aux exécutions nécessaires, mais, effectivement, trop peu nombreux furent ceux qui participèrent activement à la défense de leur pays.

N'oubliez jamais qu'après le général Salan, l'officier le plus gradé et le plus décoré de l'armée française, c'est M. Georges Bidault qui l'a remplacé à la tête de l'OAS. Georges Bidault qui fut le dernier président du CNR (Conseil National de la Résistance), l'homme qui a remplacé Jean Moulin comme responsable de la résistance française face aux nazis.

Le plus bel hommage que l'on pouvait rendre à l'OAS, lui a été justement rendu par son ennemi le plus acharné, le général De Gaulle.

Dans son livre « *C'était De Gaulle* », Alain Peyrefitte, ministre, très proche du général, n'hésite pas à affirmer que l'OAS « **c'est le sursaut d'un peuple qui ne veut pas mourir** », et il fait part de cette confiance du « général » : « **Les gens de l'OAS me haïssent parce qu'ils sont aveuglés par leur amour de la France. Mais si ceux qui soutiennent le FLN (les gauchistes Français) me haïssent tout autant c'est parce qu'ils sont aveuglés par leur haine de la France** ».

Manuel Gomez

